

Après le feuilleton libyen, un financement algérien pour Macron ?



Après le feuilleton libyen, un financement algérien pour Macron ?

Macron l'Algérien, en marche... vers le cash ?

Tel est le titre d'une vidéo que nous livre le média indépendant « **Off Investigation** » qui a enquêté sur les compromissions de Macron avec le pouvoir algérien, totalement discrédité.

<https://www.youtube.com/watch?v=BQIwtAexYBI>

Macron a-t-il sali et humilié publiquement la France en 2017, dans le seul but d'obtenir du clan Bouteflika un financement occulte de sa campagne ? Ce qui serait un deal ignoble entre

Alger et le candidat Macron. Souvenez-vous :

« La colonisation est un crime contre l'humanité, une barbarie ».

Odieuse déclaration faite à Alger, qui a enchanté le pouvoir et le peuple algériens, mais qui a scandalisé la France et alimenté la colère du peuple, lequel n'a pas vocation à se faire insulter à l'étranger par un candidat à l'Élysée.

Le fait est que les comptes de campagne de Macron interrogent et que les faits sont troublants...

Début 2017 Macron a déclaré 5 millions de dons après sa tournée mondiale pour récolter des financements. Début avril, donc en fin de campagne, un prêt bancaire de 11 millions lui a été accordé.

Question : comment a-t-il financé ses meetings au cours des mois de février et de mars ?

Encore une énigme, qui s'ajoute aux mystérieuses déclarations de patrimoine de Macron, toujours plus pauvre au fur et à mesure que les années passent. Où sont passés les millions perçus chez Rothschild ? Le mystère reste entier.

En février 2017, Macron se rend à Alger, où il est reçu comme un chef d'État. Il y rencontre l'exécutif et les oligarques, mais pas la société civile ni les journalistes.

À l'époque, les caisses de campagne sont vides et les banques très frileuses.

Et c'est alors que Macron rencontre discrètement les hommes d'affaires les plus riches du pays, les 1re, 2e et 4e fortunes d'Algérie, gravitant autour du pouvoir. **Bouteflika**, bien que physiquement diminué, est encore aux commandes.

Il rencontre également secrètement **Alexandre Djouhri**, personnage sulfureux qui serait impliqué dans le financement libyen de la campagne de Sarkozy, serpent de mer toujours d'actualité.

Djouhri n'est pas le premier venu. Il évolue comme un poisson dans l'eau au sein du clan Bouteflika et des oligarques algériens. Et on apprend que ce brave **Benalla**, toujours dans les bons coups, aurait assisté à l'entrevue.

Bref, selon les auteurs de cette vidéo-enquête, le deal entre Alger et Macron aurait été :

Les millions contre une reconnaissance par la France, une fois Macron élu, de tous les crimes de la colonisation commis en Algérie. Deal que Macron aurait accepté sans sourciller.

Tous les grands chefs d'entreprise algériens auraient mis la main à la poche, afin que la France soutienne le régime Bouteflika, très contesté.

Car en Algérie, où le sens de l'État est très relatif, ce qui compte c'est le pouvoir, le système en place et non pas l'intérêt général.

Il semblerait que l'Algérie soit « le traditionnel coffre-fort de la République ».

Mitterrand en aurait bénéficié pour renverser Giscard en 1981. Et une fois élu, il aurait renégocié le contrat sur le gaz algérien, en acceptant de payer 30 % plus cher que le cours mondial. Il savait renvoyer l'ascenseur, mais sur le dos du contribuable.

Bref, durant la campagne de Macron, l'argent liquide circule et Benalla paie les agents de sécurité, non déclarés, de la main à la main.

Ces pratiques illégales ont bien été vérifiées dès 2019 par le CNAPS, le Conseil national des activités privées de sécurité, mais l'affaire a rapidement été classée sans suite par le patron du CNAPS.

Mediapart a révélé l'affaire en janvier 2022, mais faute d'enquête administrative du CNAPS et sans enquête judiciaire, le financement algérien de la campagne de Macron restera au niveau du journalisme d'investigation indépendant, sans aucun caractère officiel.

Petite anecdote illustrant l'éthique de notre président :

En décembre 2017, Macron a donné une réception à l'ambassade de France à Alger, à laquelle Alexandre Djouhri a été officiellement invité.

Problème : le même Alexandre Djouhri était recherché par la justice française pour son implication dans le financement libyen de la campagne de Sarkozy.

Recherché par la justice et invité par le président de la République ! On croit rêver. Macron ose tout. Il est vrai qu'entre potes, on

ne se refuse rien. Djouhri avait déclaré :

« Macron c'est mon pote. J'ai filé 18 millions d'euros pour sa campagne. On a dîné ensemble à Alger »

Brièvement incarcéré en France, Djouhri sera rapidement libéré sous bracelet électronique et même autorisé à retourner chez lui, en Suisse. Avoir des potes bien placés, ça sert...

Mais en février 2019, éclate le **Hirak**, la révolte contre le régime Bouteflika. Un mouvement d'une ampleur exceptionnelle, puisque 13 millions d'Algériens sur 44 millions, manifestent.

Et Macron, sans doute lié par le deal de 2017, continue de soutenir le régime dictatorial moribond, ce qui lui vaut la haine du peuple algérien, y compris des binationaux vivant en France.

En avril 2019, Bouteflika démissionne.

Et c'est le grand nettoyage. Une bonne partie du clan Bouteflika et des soutiens de Macron se retrouvent en prison.

Le président Tebboune est élu en décembre 2019, avec une abstention colossale.

La révolte continue. Manifestants et opposants sont emprisonnés, mais Macron soutient encore le régime.

Il finira par prendre ses distances avec le pouvoir, laissant entendre qu'il n'y avait pas de nation algérienne avant la colonisation. Face au tollé à Alger, il fera machine arrière.

Ainsi vont les relations entre Paris et Alger, toujours tumultueuses. 60 ans après l'indépendance, les rancœurs sont toujours tenaces. L'Algérie n'est ni l'Allemagne, ni l'Indochine.

Quant aux révélations de cette vidéo très documentée, elle nous confirment que Macron n'a rien d'un homme d'État. Il n'est qu'un misérable petit calculateur prêt à tout, puisque selon cette vidéo-enquête, il aurait vendu l'honneur de son pays et de son armée pour une poignée d'euros.

Certains nous diront qu'il n'y a pas de preuves. Il est évident que lorsque la justice refuse d'enquêter, il n'y a jamais de preuves. Comme en Amérique, où aucun juge n'a voulu instruire les dizaines de milliers de plaintes prouvant la fraude électorale titanesque, qui a permis à Biden de voler l'élection à Trump.

C'est ce genre de personnage sans foi ni loi qui caracole à 30 % dans les sondages.

Les Français veulent-ils vraiment en reprendre pour cinq ans de mensonges et de turpitudes en tous genres ?

Jacques Guillemain